

Et maintenant ?

Alexis Tsipras a réussi son pari au-delà de toute attente. Les Grecs ont largement dit « non » au plan des créanciers d'Athènes.

EN UN COUP D'ŒIL

C'est « non » et, selon des résultats encore partiels mais significatifs (85 % de bulletins dépouillés), à une confortable majorité : les Grecs ont rejeté, lors du référendum de ce dimanche, le plan des créanciers de leur pays, précipitant Athènes dans l'incertitude sur son maintien dans la zone euro. Le gouvernement Tsipras a aussitôt annoncé sa volonté de se rasseoir dès ce lundi à la table des négociations, fort de ce soutien massif du pays.

A lors que les sondages prédisaient un résultat serré, c'est un « non » franc et massif que les Grecs ont exprimé ce dimanche. Ils sont plus de 60 % à avoir suivi leur Premier ministre. Mais ce qui constitue une victoire éclatante pour celui-ci enfonce encore un peu plus l'Union européenne dans une zone d'incertitudes pour son avenir.

Dans une allocution télévisée, Alexis Tsipras a affirmé que le choix des Grecs au référendum ne signifie pas « une rupture avec l'Europe » mais « le renforcement de notre pouvoir de négociation » avec les créanciers, UE et FMI. Le Premier mi-

nistre a également assuré que son gouvernement était « prêt à reprendre la négociation avec un plan de réformes crédibles et socialement justes » et que « cette fois la question de la dette (publique) sera sur la table ». Il a également lancé un message d'unité à ses concitoyens : « *Indépendamment de ce que nous avons voté, nous ne faisons qu'un après le référendum de dimanche.* »

La chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande se sont entretenus au téléphone dimanche soir et demandent la convocation d'un sommet de la zone euro mardi. ■

Les Grecs ont dit « non » à l'Europe de Merkel

- ▶ Les sondages avaient annoncé un résultat serré.
- ▶ Mais le « non » l'a emporté massivement, hier, lors du référendum voulu par Alexis Tsipras.
- ▶ A l'heure de boucler cette édition, alors que 92 % du dépouillement était achevé, le « non » totalisait 61,3 % des voix, contre 38,6 % au « oui ».

ATHÈNES

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Les Grecs ont dit massivement « non ». Et ils ont accordé une importante victoire politique à leur Premier ministre, Alexis Tsipras, qui les avait invités à rejeter l'offre faite à la Grèce par ses créanciers le 25 juin – laquelle est à présent totalement dépassée.

Dès 20 h 30, soit une heure et demie à peine après la fermeture des bureaux de vote, une foule enthousiaste a envahi la place Syntagma, au cœur d'Athènes, pour célébrer la victoire du « non ». Elle ne cessait de grossir au fur et à mesure que les résultats définitifs tombaient, confirmant l'ampleur de cette victoire... A l'heure de mettre cette édition

sous presse, la place était noire de monde, et ses parages résonnaient de coups de klaxon et d'explosions de feux d'artifice.

Les sondages annonçaient un scrutin très serré, mais les partisans du « oui » ont voulu croire jusqu'à la dernière minute à leurs chances. Le « oui » avait en effet effectué une belle remontée dans les sondages durant la semaine.

Quelle déconvenue !

Mais à quoi donc les Grecs ont-ils réellement dit « non » ? Ils ont à l'évidence dit « non » à l'austérité, qu'ils subissent depuis cinq ans. Mais ils ont aussi, et peut-être surtout, dit « non » à toute forme de « tutelle » étrangère sur leur pays. Les Grecs, ceux de gauche principalement, tirent une immense fierté de leur résistance, à l'empire ottoman, à l'Allemagne nazie, aux puissances occidentales après la Seconde Guerre mondiale, à la CIA, aux « colonels », etc.

Et Alexis Tsipras, comme le leader socialiste Andréas Papan-dréou en son temps, a su admirablement jouer de cette fibre nationale... On n'est pas loin, dans les esprits, d'une guerre de libération nationale, du combat toujours renouvelé pour le droit à l'autodétermination.

Sauf que nous sommes en 2015, dans le cadre de l'Union européenne, et que les sirènes de la

révolution sonnent un peu bizarrement. Il faut alors comprendre ce « non » comme un pied-de-nez à l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui, à l'Europe dominée et incarnée par Angela Merkel.

Les rumeurs alarmistes

Ces derniers jours, Alexis Tsipras a rassuré la majorité des Grecs. Ce qui est un tour de force, alors que les banques sont fermées depuis une semaine et que tout laisse craindre qu'elles ne pourront pas rouvrir mardi matin comme prévu. Ce week-end, la Grèce a été parcourue de rumeurs alarmistes : les gens en masse au-

raient fait des provisions de nourriture, certaines denrées commenceraient à manquer, des émeutes seraient prévisibles si l'argent liquide continuait à manquer, etc. Le *Financial Times* a même prétendu que les épargnants grecs disposant de plus de 8.000 euros en banque pourraient se voir prélever 30 % de leurs économies... Le président du Parlement européen, le socialiste allemand Martin Schulz, a été jusqu'à déclarer hier : si les Grecs votent « non », « ils devront introduire une autre monnaie, puisqu'ils n'auront plus d'euros à disposition comme moyen de paiement ».

Rien n'y a fait. La majorité des

Grecs a pensé: « *Nous n'avons plus rien à perdre* » dans une épreuve de force avec les créanciers. Quel coup de maître de la part du chef du gouvernement ! Lui qui a dénoncé toute la semaine les « *menaces* » et les « *chantages* » des dirigeants européens, il est parvenu à convaincre ses concitoyens du fait que la Grèce disposait d'un argument inoxydable : si elle quitte la zone euro, celle-ci ne s'en remettra pas. A chantage, chantage et demi...

Hier encore, après avoir voté, Alexis Tsipras se disait « *confiant que demain, nous ouvrirons un chemin pour tous les peuples d'Europe, une voie de retour aux*

valeurs fondatrices de la démocratie et de la solidarité en Europe, en envoyant un message fort de volonté, non seulement de rester en Europe, mais de vivre avec dignité en Europe ».

Aide humanitaire ?

Dès ce lundi, il faut par conséquent s'attendre à voir les dirigeants grecs se montrer encore plus intransigeants. Cela étant, le saut dans l'inconnu n'a jamais paru aussi proche. Le problème des liquidités bancaires va se poser très très vite, et la perfusion européenne (via la BCE) risque bien de se tarir – même si d'aucuns évoquent maintenant, ailleurs dans l'UE, une forme d'aide hu-

manitaire à la Grèce. Car le saut dans l'inconnu peut précipiter une partie de la population dans une misère encore plus insupportable.

Alexis Tsipras peut triompher. Il paraît toutefois plus prisonnier que jamais de l'aile gauche de Syriza, qu'il a flattée en organisant ce référendum. Les extrémistes de sa formation politique accepteront-ils jamais de souscrire à un accord avec les créanciers qui impliquerait des reculs sociaux ? Le chef du gouvernement grec a incontestablement rechargé ses batteries ce dimanche, mais l'hétérogénéité de Syriza continuera de handicaper son endurance... ■

MAROUN LABAKI

Moscou apprécie le verdict

Les autorités russes ont été parmi les premiers à réagir, dimanche, à l'annonce des résultats partiels du référendum. « *On ne peut pas ne pas comprendre qu'il s'agit d'un pas vers la sortie de la zone euro* », a ainsi déclaré-Alexei Likatchev, un vice-ministre de l'Economie, cité par l'agence officielle Tass. M. Likatchev a toutefois précisé qu'il était prématuré de dire que la Grèce « *irait jusqu'au bout du chemin* ». (afp)

En quête d'accord d'amnistie fiscale avec... la Suisse

La Grèce veut passer avec la Suisse un accord d'amnistie fiscale pour les Grecs ayant

de l'argent sur des comptes dans ce pays, ce qui pourrait lui permettre de récupérer des sommes dont elle a particulièrement besoin en ce moment, selon un hebdomadaire suisse. Le texte proposé par Athènes accorderait une amnistie à ceux qui ont illégalement déposé leurs capitaux en Suisse, en échange d'un paiement forfaitaire de 21 % sur l'ensemble des sommes non déclarées, selon le *NZZ am Sonntag* citant des « *sources bien informées* ». Les estimations sur les sommes déposées en Suisse par des Grecs varient grandement, allant de 2 milliards à 200 milliards d'euros, selon le *NZZ am Sonntag*. (afp)

Varoufakis épingle le « Financial Times »

Le ministre grec des Finances Yanis Varoufakis a qualifié de « *rumeur malveillante* » un article du *Financial Times* selon lequel les épargnants grecs pourraient se voir prélever 30 % de leurs dépôts pour renflouer les banques du pays. Cet article « *est une rumeur malveillante que le chef de l'Association des banques grecques a aussitôt démentie* », a écrit M. Varoufakis sur son compte Twitter. Le quotidien économique britannique, se référant à des banquiers et des hommes d'affaires non identifiés, avait annoncé que les Grecs ayant plus de 8.000 euros sur leur compte pourraient subir un prélèvement de 30 %, dont le produit servirait à stabiliser le secteur financier du pays. (afp)

Les dirigeants de la zone euro reprendront la discussion avec Tsipras mardi soir

1 Les dirigeants européens: comme tétanisés. Les dirigeants européens semblaient dimanche soir frappés de stupeur. Clairement, une victoire du « *oui* » aurait sans aucun doute généré une avalanche de réactions satisfaites. Mais face à ce « *non* » exprimé par le chiffre spectaculaire de 60 % des électeurs grecs, les réactions ont été plus que comptées. La Commission européenne a publié un bref commu-

niqué, au début de la nuit, indiquant que son président consultait les chefs d'état ou de gouvernement de la zone euro, et qu'il tiendrait une conférence téléphonique ce lundi matin avec les présidents de l'Eurogroupe (les ministres des Finances), de la Banque centrale européenne et du Conseil européen.

Jean-Claude Juncker avait lancé un appel solennel aux Grecs pour qu'ils votent oui, tandis que

Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe, avait dit qu'un « *non* » poserait la question du maintien de la Grèce dans la zone euro, et de nombreux propos similaires avaient laissé entendre qu'en cas de « *non* », ce serait le chaos : c'est une campagne massive et concertée que les dirigeants européens ont menée pour le oui. Et ils l'ont donc tout aussi massivement perdue.

2 Les négociations vont-elles reprendre ce lundi ? C'est ce que le premier ministre grec Alexis Tsipras a toujours plaidé. Et dès dimanche soir, le président du Conseil européen Donald Tusk convoquait un sommet de la zone euro pour mardi soir.

Ce ne sera certainement pas simple. Techniquement, l'accord sur lequel les Grecs se sont prononcés est caduc : il se rapporte au second plan de sauvetage de la Grèce qui a expiré le mardi 30 juin dernier. Serait à négocier dès lors un nouveau programme, portant sur un nouveau prêt (50 milliards d'euros seraient nécessaires, selon les estimations), un plan de réformes, et bien entendu une restructuration (voire une réduction) de la dette grecque.

Une source européenne bien placée rappelait que « *de nouvelles négociations requerraient un nouveau mandat de l'Eurogroupe confié à la Commission européenne, ce qui n'est pas le cas pour l'instant* ». Politiquement, les dirigeants doivent maintenant décider s'ils acceptent de rouvrir des négociations en dépit de la victoire du « non », dont ils

avaient dit qu'il n'y serait pas propice. C'est ce que la chancelière Angela Merkel et le président François Hollande discuteront lors d'un dîner ce soir à l'Élysée. Et ils en décideront plus largement lors du sommet de mardi. Ce qui laisse, se réjouissait une source bien placée « *un peu de temps pour trouver des options favorables à une solution pour la Grèce* ». Peu avant minuit, on apprenait que Jeroen Dijsselbloem convoquait un Eurogroupe mardi aussi, pour préparer le sommet.

Mais de Berlin, un signal est arrivé pas très encourageant : Sigmar Gabriel, le vice-chancelier

(social-démocrate) allemand déclarait dans un entretien à paraître aujourd'hui dans le quotidien *Tagespiel* : « *Après le refus des règles du jeu de la zone euro, tel qu'il s'exprime par le vote non, des négociations sur des programmes d'aide chiffrés en milliards paraissent difficilement imaginables* », déclarait le ministre accusant Alexis Tsipras d'avoir « *coupé les derniers ponts* » entre son pays et l'Europe.

Les leaders européens prendront-ils le risque de ne pas rouvrir la porte à un Alexis Tsipras relégitimé par son peuple ? Difficilement imaginable. Mais dimanche soir, les rares signaux étaient peu optimistes. Enfin, reste à voir ce qu'Alexis Tsipras compte proposer à ses « partenaires », puisqu'il s'est toujours dit convaincu qu'elle aurait lieu. Le premier pas, semble-t-on penser côté européen, serait qu'il demande formellement une nouvelle aide...

Dimanche soir, Martin Schulz parlait de ce que d'autres responsables allemands avaient déjà évoqué avant le référendum : « *une aide humanitaire* » pour les Grecs les plus touchés par la crise. Un sacré glissement sémantique. Et une aide, contrairement à un prêt, ne se négocie pas. Tout au plus, elle peut être refusée. Mais elle ne se rembourse pas non plus...

3 Que fera la BCE ? Ce lundi, c'est sur Francfort que seront rivés tous les regards. La Banque de Grèce allait demander à la Banque centrale européenne de « *relever le plafond des aides d'urgence* ». Il s'agit des ELA, des lignes de liquidités que la BCE consent depuis des mois aux banques grecques. Elle en a gelé le plafond le dimanche précédent,

suite à la rupture des négociations entre la Grèce et ses créanciers. C'est cette fermeture du robinet à cash qui a amené le gouvernement Tsirpas à décréter la fermeture des banques et le contrôle des capitaux. Le gouvernement avait promis que dès le lendemain du référendum, les banques rouvriraient. Mais en réalité, celles-ci se retrouvent désormais à court de liquidités, des dirigeants d'institutions bancaires ayant annoncé à la veille du week-end que les distributeurs commenceraient à cesser de délivrer des billets dans le courant de la journée de lundi.

La décision de la BCE, qui avait perfusé les banques grecques pendant quatre mois dans la perspective de la conclusion d'un accord, tenait tout le système financier grec à bout de bras. La semaine dernière encore, elle avait décidé de ne prendre aucune décision définitive dans l'attente du référendum. Mais sans accord de la Grèce avec les créanciers, avec un « non » au référendum qui n'ouvre pas précisément la voie à une solution immédiate, on voit mal la BCE décider d'augmenter à nouveau le plafond des ELA, et certains pensent qu'elle pourrait même se voir obligée de supprimer cet instrument. Traduction concrète : mardi, les banques grecques pourraient se retrouver en faillite !

Enfin, à supposer que la BCE trouve une façon d'éviter ce chaos à la Grèce, une autre échéance approche. La Grèce a déjà fait défaut face au FMI, auquel elle n'a pas remboursé 1,5 milliard d'euros le 30 juin dernier. Mais le 20 juillet prochain, c'est à la BCE que la Grèce doit rembourser 3,5 milliards d'euros d'obligations venues à terme. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

« De nouvelles négociations avec la Grèce sont difficilement imaginables »

SIGMAR GABRIEL, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET VICE-CHANCELIER ALLEMAND

« La partie en face sait désormais qu'on ne va pas signer n'importe quel accord »

EUCLIDES TSAKALOTOS, MINISTRE ADJOINT AUX AFFAIRES INTERNATIONALES

ambiance « On n'a rien, on ne craint rien »

REPORTAGE

ATHÈNES

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Fallait-il appeler Dieu à la rescousse ? Devant la minuscule église de la Sainte-Puissance, enchâssée au coin d'un immeuble moderne désaffecté de la rue Mitropoleos, non loin de la place Syntagma, un va-et-vient incessant attire l'attention ce dimanche matin. Ce n'est pas une petite foule, non, mais ils sont quelques-uns à s'arrêter avant de franchir la porte du saint lieu. Ils prennent un ou plusieurs cierges à gauche de l'entrée, les allument et les installent à droite, se signent et posent leurs lèvres sur l'icône sortie sur le seuil, puis s'engouffrent dans le local très sombre. C'est comme un rituel. Avant de se servir au présentoir des cierges, tous les fidèles ne déposent pas une piécette dans l'urne. Grave ? Sans doute pas : avec tout ce battage, Dieu ne peut pas ignorer les affres de la crise que traverse la Grèce...

Un cierge à la victoire du « oui » / « non » (biffer la mention inutile) ? L'enjeu du scrutin est tel – il est quasiment question de paradis et d'enfer, de vie et de mort –, que certains croyants doivent franchir allègrement, ce dimanche, le détroit entre spirituel et temporel. Alexis Tsipras reconnaîtra les siens !

C'est dans des écoles que sont

installés les bureaux de vote. Le plus proche est à la rue Adrianou,

au cœur du quartier touristique de Plaka. Dans la cour de l'établissement, qui est une école primaire, quelques personnes âgées tentent tranquillement de trouver leur chemin, vers les bureaux 78 à 83. Derrière une fenêtre ouverte, deux policiers veillent. « *Tout va bien* », confirment-ils.

Le bureau 81 est présidé par Elena, une avocate de 27 ans. Elle a choisi pour l'assister Eleni, une amie ingénieur civil. Jusqu'ici, elles ont accueilli – avec une extrême gentillesse – 50 des 560 électeurs du bureau. Mais le rythme commence à augmenter...

Rester pour toujours...

« *Combien de temps allez-vous rester en Grèce ?* », nous lance une électrice après avoir glissé l'enveloppe avec son bulletin dans l'urne transparente. Et elle répond elle-même : « *Si le "oui" gagne, vous partirez lundi ; si c'est le "non", vous resterez pour toujours...* »

A l'entrée du bureau, près des deux isolements, Giorgos, un retraité taiseux, observe. Il est là pour ça : c'est un observateur du camp du « oui ». « *Elles font très bien leur boulot, elles n'essaient pas d'influencer* », résume-t-il au sujet d'Elena et Eleni. Puis, s'animant soudain, il nous déclare : « *Est-ce que Mirallas va venir à l'Olym-*

piakos ? C'est ça, la seule vraie question ! »

Dehors, les discussions politiques vont bon train. Notamment au café « Drachme » de la place Kolokotroni. Ce nom – « Drachme », l'ancienne monnaie nationale – constitue-t-il une déclaration politique ? « *Non, non, pas du tout, s'empresse de répondre Nicolas, 27 ans lui aussi, qui donne un coup de main dans ce café le week-end. Le patron a juste voulu rigoler, il y a deux ans, quand il a ouvert...* »

Nicolas ne votera pas. Son village est à 350 kilomètres d'Athènes, dans l'ouest du Péloponnèse. Trop loin. Et c'est cher d'y aller. « *Mais tous les jeunes votent "non", explique-t-il. Il n'y a que les riches et les puissants qui votent "oui". Nous, on n'a rien, on ne craint rien* ».

A quelques mètres de là, assis sur une belle banquette sous les arbres de la place, deux clients hochent la tête : ils ne sont pas d'accord. Costas et Yannis, des quinquagénaires, un peu « vieux beaux », ont voté « oui ». « *Parce que nous ne sommes pas communistes, affirme Costas. Et parce que nous croyons à la démocratie et à l'Europe* ».

Et il ajoute : « *Avec Tsipras, la Grèce, c'est devenu le Zimbabwe !* » A côté, Yannis s'esclaffe... ■

MAROUN LABAKI

« Le peuple grec a montré qu'il ne répondait pas au chantage »

PANOS KAMMENOS, LE MINISTRE GREC DE LA DÉFENSE

Le non, « un outil pour tendre la main à nos partenaires »

LE MINISTRE GREC DES FINANCES YANIS VAROUFAKIS

« Ce serait une erreur historique d'écraser le peuple grec. Pas de Traité de Versailles de la zone euro ! »

EMMANUEL MACRON, MINISTRE FRANÇAIS DE L'ÉCONOMIE

« Tsipras a réussi un bon coup en Grèce mais probablement un mauvais coup pour l'Europe »

CHARLES MICHEL

vu de Berlin Silencieuse, la Chancelière joue son héritage

BERLIN

CORRESPONDANCE

Le silence qui suit la défaite est encore un silence d'Angela Merkel. L'ampleur de la victoire du « non » laisse non seulement la chancelière, mais la quasi-totalité de la classe politique allemande groggy. Dès 20 heures, deux heures après la fermeture des bureaux de vote, alors que la large victoire du camp du « non » se dessine, la journaliste de la première chaîne publique note qu'aucune personnalité politique ne souhaite s'exprimer devant les caméras. Révélateur de la grande incertitude sur la marche à suivre.

L'espoir à peine voilé du gouvernement allemand de voir Alexis Tsipras défaire et se former un gouvernement grec d'union nationale plus disposé à suivre les préconisations européennes s'est brisé. Et ce, au terme d'une campagne en faveur du « non » menée notamment au travers d'affiches représentant le ministre des Finances Wolfgang Schäuble, perçu comme le vrai faucon

du gouvernement Merkel et le partisan d'une ligne de rigueur budgétaire inflexible à l'égard des demandes du gouvernement grec.

Déjà, de plus en plus de voix s'élèvent pour reprocher à Angela Merkel d'avoir abusé de sa tactique habituelle de l'attentisme en se réfugiant derrière la trinité de la Troïka - coupes budgétaires, réformes du marché du travail et privatisations - sans chercher une issue politique. Comme le notait récemment le politologue et analyste Uli Speck « *diriger sans expliquer, cela fonctionne en Allemagne parce que les Allemands font confiance à Merkel, mais cela ne marche pas à l'étranger* ».

« Les derniers ponts »

Là où le gouvernement d'Alexis Tsipras a posé la question du « Grefendum » dans les termes d'une autre voie ou non aux politiques d'austérité, la question vue d'outre-Rhin semblait d'abord être celle de la réforme d'un Etat grec faible et dysfonctionnel.

Pas sûr en tout cas que le « non » ouvre réellement des possibilités de négociation tant la situation va durcir un peu plus des positions déjà radicalisées. Personne n'ose encore évoquer à haute voix la possibilité d'une sortie de l'eurozone. Mais tout hypothétique nouveau plan d'aide à la Grèce doit passer par les fourches caudines du Bundestag, un processus dont l'issue semble rien moins que certaine. La CDU est vent debout contre « les racketteurs gauchistes », selon l'expression dimanche soir du secrétaire général de la CSU, l'aile bavaroise du parti. Et au-delà, la Grèce compte aujourd'hui, au sein de la classe politique allemande, bien peu d'alliés.

Sigmar Gabriel, vice-chancelier et président des sociaux-démocrates du SPD, a ainsi estimé hier qu'Alexis « *Tsipras et son gouvernement mènent le peuple grec sur un chemin d'amère résignation et de désespoir* ». « *Il a coupé les derniers ponts entre son pays et l'Europe* », a-t-il poursuivi. Avant d'ajouter, histoire de doucher encore un peu plus les espoirs de voir les négociations repartir sur de meilleures bases : « *Avec le refus des règles du jeu de l'Eurozone tel que l'a exprimé le "non" majoritaire, des négociations autour de programmes de plusieurs milliards d'euros sont difficilement imaginables* ».

« *Rien ne va être plus facile* » après la victoire du non, a prévenu dans la fou-

lée, dans un tweet, le secrétaire d'Etat allemand Michael Roth. « *Ceux qui ce soir se réjouissent n'ont pas compris à quel point la situation est grave* », a commenté M. Roth, social-démocrate et secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères, en charge notamment des relations franco-allemandes ; « *rien ne va être plus facile, surtout pas pour les Grecs* ».

« La dame des décombres »

Dans l'opposition, hormis Die Linke qui a salué « *un clair "non" à une médecine qui rend malade* », les Verts allemands sont plus que partagés et déjà refroidis depuis l'alliance de Syriza avec les

souverainistes de l'Anel. Et il n'est pas certain que les déclarations à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* de Yannis Varoufakis accusant les instances européennes de « terrorisme » contribuent à faire taire la ligne dure au sein de la classe politique allemande.

L'hebdomadaire *Der Spiegel* paru samedi montrait en couverture Angela Merkel, assise au milieu des ruines du Parthénon, affublée du titre « la Dame des décombres », référence au terme employé pour désigner les femmes qui fouillaient dans l'immédiat après-guerre les ruines de l'Allemagne bombardée. Même si l'opinion publique allemande semble acquiescer à l'idée selon laquelle la responsabilité de l'échec des négociations repose essentiellement sur le gouvernement d'Alexis Tsipras (68 % d'entre eux le pensent, selon un sondage Infratest Dimap publié la semaine dernière), c'est en effet l'héritage de la chancelière allemande qui se joue après les résultats du vote de dimanche. ■

GILLES BOUVAIST

vu de Paris Hollande se tait, Le Pen jubile

Hier soir, peu après 21 heures, une source gouvernementale grecque annonçait qu'Alexis Tsipras et François Hollande s'étaient entretenus par téléphone. Mais concernant les propos échangés par les deux chefs d'Etat, mystère...

Une heure auparavant, le Premier ministre Manuel Valls était arrivé à l'Élysée pour évoquer la situation grecque avec le chef de l'Etat. Le ministre des Finances, Michel Sapin, et le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Harlem Désir, se sont également joints à eux.

Mais au moment de boucler cette édition, le président français n'avait fait aucun commentaire concernant la large victoire du « non » au référendum grec. Seule information partagée par l'Élysée : François Hollande va accueillir Angela Merkel ce lundi soir à Paris, pour « *un entretien suivi d'un dîner de travail pour évaluer les*

conséquences du référendum en Grèce ». Dossier ultra-délicat, la présidence se garde de tout autre commentaire...

Mais si François Hollande - tout comme certains ministres de son gouvernement - s'est tué dans toutes les langues hier soir, c'était loin d'être le cas pour d'autres politiques français. Dont deux ministres du gouvernement précédent : Jean-Marc Ayrault, ex-premier, et Arnaud Montebourg, ex-ministre de l'Economie.

Jean-Marc Ayrault : « *Les Européens doivent se retrouver vite pour trouver ensemble la voie d'un accord fondé sur la solidarité et la responsabilité* ». Arnaud Montebourg, enthousiaste : « *Hommage au peuple grec qui sait défendre non seulement son juste intérêt mais également l'intérêt de tous les Européens* ».

Le parti qui s'est largement réjoui de la victoire du « non » est, sans surprise, le Front national,

qui en a profité pour inonder les réseaux sociaux de son discours antieuropéen. Florian Philippot, vice-président du FN : « *OXI ! Liberté ! Victoire des peuples contre l'eurodictature. Début de la fin de la zone euro* ». Marine Le Pen : « *Les peuples sont de retour !* »

De l'autre côté du spectre politique, même enthousiasme. Jean-Luc Mélenchon, cofondateur du Parti de gauche et fervent soutien du Premier ministre grec Alexis Tsipras, a même appelé à un rassemblement dimanche soir place de République pour célébrer le « non » à « *un projet sournois et calamiteux* ».

Du côté des Républicains, Nadine Morano (eurodéputée, ex-ministre) se tournait hier vers François Hollande : « *Non en Grèce. Il faudra donc un référendum en France pour savoir si les Français vont continuer à payer pour les Grecs. Où est Hollande ?* » ■

C.J.

vu de Bruxelles Un cri différemment interprété

Le Premier ministre belge a réagi dans un communiqué, indiquant qu'« il appartient au gouvernement grec et à Alexis Tsipras de mettre enfin leurs cartes sur la table ». Charles Michel soulignait que son homologue grec avait réussi un coup politique mais « probablement un mauvais coup pour l'Europe ». Son ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA) nous confiait qu'il s'interrogeait sur la manière de décrypter le message émis par les Grecs : « La question posée dans le référendum était très vague et il est donc délicat d'analyser la portée de la réponse. Est-ce une frustration ? Une opposition à la politique européenne ? Quoi qu'il en soit, cela ne facilitera pas la situation. Et je m'interroge sur la manière dont le Premier ministre grec va traduire cette réponse à la table des négociations avec ses partenaires européens. Le Grexit est une décision que seul le gouvernement Tsipras peut prendre. »

Le ministre des Finances rappelle que le fameux vendredi où les négociations ont capoté, ce sont les Grecs qui ont quitté la table, soulignant qu'ils sont les bienvenus à la reprise des discussions. Mais elles s'annoncent ardues. Si le ministre des Finances insiste sur la nécessité d'un redémarrage économique en Grèce, il précise que, depuis six mois, sous l'équipe Tsipras, « il ne s'est rien passé en Grèce. Aucune réforme n'a été mise en place. »

Depuis New York, Elio Di Rupo, le président du PS, nous confiait : « Ce résultat est l'expression d'une souffrance réelle du peuple grec. Il révèle l'échec d'une méthode : les recettes imposées depuis plus de 5 ans ne fonctionnent pas. Que l'Europe et le FMI poursuivent dans cette voie est incompréhensible. Il faut que les dirigeants européens tiennent compte de ce cri démocratique, de ce cri de désespoir. Ils doivent cesser de menacer la Grèce de sortir de l'euro. »

Elio Di Rupo propose de réévaluer les dettes « pour redonner de l'oxygène au peuple. Les pensions, les salaires des fonctionnaires ont été très rabaissés, les revenus ont chuté de 25 à 33 %. L'Europe doit se remettre en question. » En contrepartie, il plaide pour que le gouvernement grec mette en place une bonne gouvernance, une administration efficace, susceptible d'assurer une perception correcte de l'impôt. « La commission doit réaliser que la zone économique européenne ne fonctionne pas : elle affiche la plus mauvaise croissance au monde. Mais l'idéologie prend le pas sur le pragmatisme. Angela Merkel et d'autres ne veulent pas modifier leur conduite. Repousser la Grèce dans ses derniers retranchements constituerait une faute majeure. Il faut laisser à la Grèce le temps de retrouver la croissance et ne pas lui imposer des conditions telles qu'elle n'ait pas d'autre issue que le Grexit. » ■

DIRK VANOVERBEKE

l'expert « Trouver un accord qui dépasse les calculs purement financiers »

ENTRETIEN

Philippe Maystadt, ancien ministre des Finances et ancien président de la Banque européenne d'investissement.

Certains avaient prédit un « saut dans l'inconnu » en cas de victoire du « non ». On y est ? Qui a la main désormais ?

On va vite s'apercevoir que la thèse que Tsipras a martelée pendant la campagne référendaire – votez « non » pour me renforcer face aux créanciers – était inexacte. Pour au moins trois raisons. Un : la dimension psychologique. Tsipras et Varoufakis ne bénéficient plus d'une once de confiance parmi leurs pairs. Il faudra du temps pour la rebâtir. Deux : beaucoup de ministres des Finances considèrent que ce sont les tergiversations grecques et en particulier l'annonce du référendum qui ont provoqué l'aggravation de la crise. Selon les estimations, le coût d'un troisième programme d'aide de la Grèce a doublé voire triplé en quelques semaines. Or, pour un certain nombre de gouvernements, cela modifie le calcul coût-bénéfice d'un nouveau sauvetage. Dans

certains ministères des Finances, on fait déjà ce type de calculs et on estime qu'une aide de type macro-économique, à un pays hors euro, assortie d'une aide humanitaire, leur coûtera moins cher. Trois : la faible probabilité d'un accord rapide rend encore plus difficile la position de la BCE, qui fournit l'aide d'urgence aux banques grecques. Cela va renforcer la position des faucons de la BCE. Mais je reste partisan d'un accord qui dépasse les purs calculs financiers.

Plusieurs voix de part et d'autre ont appelé à une reprise rapide

des négociations. Sur quelles bases vont-elles reprendre ?

Il faut tenter de trouver un accord sur un troisième programme d'aide via le mécanisme européen de stabilité (MES). C'est la voie normale. Et si la volonté est d'aboutir, il y a moyen de trouver un compromis sur les points qui restaient difficiles quant au programme d'ajustement, comme la TVA par exemple. Et il faut trouver un accord sur la dette grecque, dont, hormis en 2015, le poids n'est pas si élevé. Et un allongement des maturités ne se verrait

pas dans les budgets des Etats. Ce serait la concession symbolique dont Tsipras a besoin.

La remise à plat de l'ensemble des dettes souveraines des pays de la zone euro est inévitable ?

Les ministres des Finances ont dit dans leur dernier communiqué en

date : « Nous sommes prêts à faire des pas décisifs pour renforcer l'union économique et monétaire. » Il faut qu'ils le fassent ! Et envisager sérieusement, d'une part, la création d'un fonds européen de rédemption de la dette publique qui vaudrait pour tous les Etats membres de la zone euro et qui mutualiserait la part de la dette existante qui excède 60 % du PIB ; et d'autre part, créer un budget de la zone euro qui permettrait d'aider les Etats qui subissent un choc asymétrique, la crise d'une industrie

importante dans leur économie. Il faut de la solidarité et de la responsabilité. Et renforcer le contrôle démocratique.

La principale victoire de Tsipras n'est-elle pas symbolique, d'avoir opposé légitimité démocratique et institutions ?

Si cela amène à renforcer la légitimité démocratique des décisions prises par les institutions, c'est positif. Mais je crains qu'à l'affirmation « le peuple grec s'est exprimé, tout le monde doit s'in-

cliner », Angela Merkel réponde : « L'Allemagne est aussi une démocratie et si le Bundestag dit non, c'est tout aussi démocratique. »

Le plus gros risque en cas de « Grexit » n'est-il pas davantage géopolitique que financier ?

Il est essentiel de trouver un ac-

cord sans quoi le caractère irréversible de la zone euro sera remis en cause mais aussi parce que la question géopolitique est très sensible. La Grèce appartient aux Balkans, la région la plus instable de notre continent, où M. Poutine est à l'œuvre pour encourager l'instabilité, avec l'Ukraine, où la guerre fait rage en Syrie. Il faut être prudent. Le « Grexit » entraînerait des turbulences pour l'UE elle-même. On ne peut donc pas faire des raisonnements purement financiers. ■

Propos recueillis par
CORENTIN DI PRIMA

de Callataÿ « Moins grave que la Chine »

ENTRETIEN

A lors qu'on se dirigeait vers une victoire du « non » au référendum organisé en Grèce ce dimanche, Etienne de Callataÿ, économiste en chef de la Banque Degroof, refusait de parler de « catastrophe ». « On sait que la période qui s'ouvre sera moins prévisible, marquée par davantage d'incertitude, mais il n'y a pas lieu de dire tout de suite que la Grèce va quitter la zone euro ou même l'Union européenne », tempère-t-il d'emblée.

Ce « non » n'est pas pour vous synonyme de Grexit ?

Certainement pas. Avant, il y aura une phase de renégociation. C'est une victoire politique pour Syriza. Et ceux qui se sont mis en position conflictuelle vis-à-vis de la Grèce seront peut-être tentés de dire "Qu'ils se débrouillent !" Mais la raison commande de ne pas interpréter ce résultat au-delà du message de l'électorat. Les Grecs ne veulent pas de la proposition qui leur était soumise et veulent une autre proposition, qui pourra être elle-même soit soumise à un nouveau référendum, soit acceptée d'emblée par le gouvernement grec.

Ce résultat n'est toutefois pas bon pour l'économie grecque ?

A court terme, ce n'est une bonne nouvelle, ne serait-ce que parce que c'est difficile d'imaginer que les banques grecques rouvrent leurs portes. Il y a une

nouvelle échéance de la dette le 20 juillet, et les Grecs pourraient être tentés par un « bank run ».

Et pour l'économie européenne ?

A court terme, c'est une mauvaise nouvelle parce que cela maintient l'incertitude. On savait que, même si le « oui » l'avait emporté, la crise grecque n'aurait pas été résolue comme par enchantement. Mais le « non » résout moins l'incertitude.

Est-ce que la poursuite de la crise grecque pourrait enrayer l'embryon de reprise en zone euro ?

Un partenaire économique qui va très mal, ce n'est pas bon, même s'il ne pèse que 1,5 % du PIB de la zone euro. Il y a un effet négatif sur la confiance des consommateurs et des entrepreneurs. La prolongation de la

crise va peser. Lourdemment ? Pas forcément : je ne pense pas que le consommateur belge qui va faire ses courses au supermarché va vraiment changer son comportement. Donc ce n'est pas bon, mais pas au point d'hypothéquer la faible reprise.

La crise grecque ne masque-t-elle pas de plus grands dangers pour l'économie européenne et mondiale, notamment le krach boursier des marchés chinois ?

Si vous me demandez quelle est

aujourd'hui la source d'instabilité systémique numéro un dans le monde, je répondrais comme vous la Chine ! La Grèce n'est pas systémique. On a sans doute une vision biaisée par la proximité. Même si, je le répète, la crise grecque est grave, notamment pour la population du pays. Mais aussi parce qu'elle présente un risque de contagion à d'autres pays. Je pense à l'Espagne notamment. C'est là qu'est le vrai danger. Même si pour l'heure, les marchés obligataires semblent convaincus que la quarantaine est efficace.

Quelle pourrait être la suite des événements, selon vous ?

Il faut sans doute dire qu'on va rouvrir les négociations, avec une dimension de restructuration de la dette. Et la BCE doit dire qu'elle continuera à soutenir les banques grecques, parce que la Grèce ne peut pas continuer à vivre avec un système bancaire gelé. Le côté positif du « non », c'est qu'il confronte l'Europe avec elle-même, notamment avec l'échec de la lecture unilatérale des responsabilités de la crise. On doit aller vers davantage de mutualisation. Le « oui » aurait été une victoire du « more of the same », « plus de la même chose ». Je ne pense pas que c'est ce dont a besoin l'Europe. ■

Propos recueillis par
BERNARD PADOAN

PORTRAIT

Litza, femme de ménage, symbole de la lutte

Un gant de nettoyage rouge, le poing levé. Telle était l'image de « campagne » des femmes de ménage grecques entrées en résistance contre l'austérité. Litza en est une. Ce samedi, elle était invitée par Vie féminine à raconter son combat, dans le cadre de la semaine d'étude intitulée « Elles comptent. Bousculons notre système économique ». C'est en août 2013 que quelque 595 femmes de ménage employées par les services publics grecs apprennent - par les médias ! - qu'elles sont licenciées du jour au lendemain. Conséquence d'un vaste plan d'économies imposé au pays. Litza est de celles-là. « Le gouvernement de l'époque a pensé que nous étions une cible facile : toutes des femmes, et des femmes âgées... Mais c'était une erreur ! » Les femmes de ménage sont dispersées dans toute la Grèce, mais elles s'organisent. Et finissent par rejoindre Athènes. Litza en l'occurrence vit à Corfou. Elle quitte son mari et sa maison pour prendre part au combat... « J'ai la chance d'avoir un mari qui a les mêmes idées que moi, commente-t-elle. Je lui ai expliqué que si je restais à Corfou, je ne savais rien faire. Il est un peu le héros invisible de ce combat... » Pendant 22 mois, une petite troupe d'irréductibles occupera donc un campement devant

le ministère des Finances, place Syntagma, à Athènes. « Nous avons décidé de ne pas leur faire cadeau de notre vie ! » Chaque jour, elles sont dans la rue. Les résistantes de la place Syntagma ont également intenté un procès au gouvernement grec de l'époque, qu'elles ont gagné : leur licenciement a été décrété illégal par la justice. Mais cela n'a pas fait plier le gouvernement d'Antonis Samaras. C'est finalement le gouvernement d'Alexis Tsipras qui reconnaîtra leur lutte. Ce 1^{er} juillet, les 595 militantes ont repris le travail. Une reprise dont la joie est forcément affectée par la crise actuelle : « Tout ce

qui se passe pour l'instant en Grèce ne nous laisse pas être aussi heureuses que nous le voudrions. La lutte apporte des victoires, et c'en est une petite, mais il y en a encore beaucoup à gagner ! » Pour Litza, une chose est donc certaine : si elle a bien récupéré son emploi, son combat continue. Faut-il préciser que Litza aura voté « non » au référendum ? Ne craint-elle pas une sortie de l'euro, si le non l'emporte ? Litza remue la tête de gauche à droite quand elle entend la question qu'énonce la traductrice : « La Grèce, par son nom, par sa culture, par son emplacement géographique appartient à l'Europe ! Nous n'avons pas peur ; la Grèce va rester dans l'euro ! »

ELODIE BLOGIE

portrait Tsipras, le dirigeant resté militant

A 1 heure du matin, ce samedi 27 juin, Alexis Tsipras apparaît, chemise blanche et veste bleu nuit, entre les drapeaux grec et européen, à la télévision nationale. Le rendez-vous est inopiné et tardif, mais c'est celui que le Premier ministre et patron de la gauche radicale grecque a choisi pour l'Histoire. Tout le pays est devant son téléviseur. Le fringant quadragénaire ne sourit pas. Sa voix est grave. Sa main gauche rythme d'un mouvement volontaire les propos définitifs qu'il assène à ses compatriotes, pour les inviter à voter « non » au référendum sur l'Europe convoqué le 5 juillet.

En cette aube télévisuelle, Alexis Tsipras est tel qu'en lui-même. Six mois au pouvoir n'ont pas changé le militant entré au Parti communiste à 16 ans, en 1990, et qui a grandi dans l'idéologie de la gauche radicale, parmi les luttes sociales, les ruptures et retrouvailles entre ces si nombreuses chapelles sur lesquelles il a fini par régner. Son discours rappelle celui de sa campagne législative victorieuse de janvier 2015, et les slogans qu'il martèle depuis tant d'années.

Prêt au risque et jusqu'au-boutiste

Il dit avoir depuis six mois « mené bataille », « afin de mettre un terme à l'austérité ». Il parle de « justice sociale » et dénonce un « ultimatum » des institutions européennes, qui conduiraient à « une diminution des retraites, de nouvelles baisses des salaires dans le secteur public, une augmentation de la TVA sur la nourriture, la restauration, le tourisme ». Ce serait « l'humiliation d'un peuple entier » par « une austérité dure et punitive ». Plus grandiloquent, il évoque « l'histoire fière des Grecs », son pays, « berceau de la démocratie », et, soudain plus politicien que jamais, confie aux téléspectateurs que l'enjeu tient éveillé : « Pas à un seul moment nous n'avons envisagé de céder. »

Cette allocution est à l'image du personnage. L'homme a toujours paru sûr de lui, prêt à risquer gros, et jusqu'au-boutiste. La veste de Premier ministre est mieux coupée que celles que le président de Syriza portait naguère sur sa sempiternelle chemise blanche, toujours sans cra-

vate. Le jeune lycéen puis ensuite l'étudiant en génie civil à l'école

Polytechnique d'Athènes, haut lieu de la contestation, n'a jamais tremblé. Il entrait dans le bureau du directeur avec cinq camarades et menaçait : si nous n'avons pas ceci, si nous n'obtenons pas cela, nous serons cent dans une heure, mille en fin de journée, et nous bloquerons tout. Et, souvent, le directeur cérait.

Avec ses camarades de l'extrême gauche, ce fut plus compliqué. Il lui a fallu feindre, envoyer un émissaire, en changer, rester évasif, trouver un compromis, le dénoncer, reprendre tout à zéro,

manœuvrer encore, sans rien céder sur le fond, avant d'arriver à ses fins. Membre de l'un des derniers partis communistes staliens d'Europe, puis d'une alliance avec des gauchistes et écologistes, puis encore d'une autre, il est parvenu, la crise et la grogne sociale aidant, à fédérer toute la gauche de la gauche grecque. « Il écoute, peut changer d'avis et parvient à surpasser les problèmes avec le sourire », se souvient son vieux compère, aujourd'hui ministre de l'Intérieur, Nikos Voutsis. « Il avait beaucoup de sang-froid », « il pouvait prendre des risques », « rien ne

l'arrêta pour obtenir ce qu'il voulait », précisent ses camarades de parti, évoquant des temps pas si lointains.

Des réflexes idéologiques

A la première heure de ce samedi 27 juin, c'est tout à la fois le Premier ministre grec et le militant gauchiste qui s'expriment. « *J'ai décidé* » d'un référendum, clame le premier, avant que le second ne précise, dans un réflexe partisan, qu'au Conseil des ministres « *ma proposition a été unanimement acceptée* ». Alexis

Tsipras ne cesse jamais d'être en campagne électorale. Il a des réflexes idéologiques et ne vit que pour sa cause.

Devant les parlementaires qu'il a ensuite réunis afin de valider l'organisation du référendum, il a appelé à dire « *un grand non à l'ultimatum* » des créanciers, se référant explicitement au refus des autorités grecques de céder à l'ultimatum de l'armée italienne en 1940. Un geste célébré chaque 28 octobre, lors d'une fête nationale communément dénommée « le jour du grand Non ».

Assurément, Tsipras ne parle pas la même langue que les autres responsables européens, pour lesquels les souvenirs de cette guerre sont loins. Négociateur hors pair, le Premier ministre grec a bien tenté de diviser le sud et le nord de l'Europe, Merkel et Hollande, avec un petit détour chez Poutine, pour ajouter à la confusion.

Acclamé par le peuple

Il a brandi la menace d'un défaut de paiement, d'une sortie de l'euro, persuadé que ses partenaires « caleraient », parce qu'ils avaient plus à perdre que lui. Il avait présenté cette arme durant

ces législatives où il évinça la droite grecque et ce qu'il restait de socialistes. Sur les estrades, il disait qu'il ne s'abaisserait pas à parler aux technocrates du FMI ou à ceux de la Banque centrale européenne. Le peuple grec l'avait acclamé. Au cours de ces six derniers mois, à chacune de ses interviews, il n'omettait jamais de glisser qu'il venait de converser au téléphone avec An-

gela Merkel et qu'il disait encore, pas plus tard que ce matin, à Jean-Claude Juncker...

Sa fierté rencontrait celle des Grecs qui, à travers lui, se sentaient écoutés, compris, respectés. « *Il voulait jouer, mais il n'avait pas les bonnes cartes* », note, désabusée, une journaliste athénienne.

Tsipras pensait sans doute que seul au dernier moment peut émerger cette solution que l'on croyait hors de portée. C'est une règle dans l'univers syndicaliste et celui de l'extrême gauche qu'il connaît.

Mais ses revirements ont soudé ses partenaires européens contre lui. C'est au sein de son propre parti, Syriza, que les divisions ont surgi. Alors qu'un accord semblait une nouvelle fois à portée de main, le député Alexis Mitropoulos s'est insurgé contre « *le plan le plus vulgaire, le plus meurtrier et le plus dur* » depuis le début des négociations. Une autre fois, c'est son collègue Yannis Micheliogiannakis, qui a comparé les propositions de l'Union européenne à une tombe. « *Comment peut-on accepter un accord qui va augmenter le nombre de suicides et appauvrir le peuple ?* », s'est-il exclamé. L'aile la plus dure du parti a toujours empêché Tsipras d'aller trop loin dans les compromis et, lui-même, il n'a pas cherché à s'élever au-dessus des contingences partisans.

Un effet d'entraînement

Au sein de Syriza, les militants se sont empilés au fil des ans, du communiste le plus orthodoxe au socialiste modéré, en passant par toute la gamme des gauchistes. Alexis Tsipras, depuis sa candidature à la mairie d'Athènes en 2006, incarne la victoire et l'avenir. Il a entraîné tout son monde, sans que ne soient vraiment tranchées les questions de fond, notamment celle de l'adhésion de la Grèce à l'euro. Tsipras s'est rallié du bout des lèvres à la monnaie unique. Une conversion dont on n'a jamais vraiment su si elle était sincère. Il y avait beaucoup d'opportunisme dans ce choix. C'est ainsi qu'il a évincé son mentor, Alexandros Alavanos, ancien communiste demeuré hostile à la monnaie unique. Et c'est ainsi qu'il a pu séduire au-delà de l'extrême gauche d'anciens socialistes et remporter les législatives de janvier 2015.

L'envol électoral de Tsipras coïncide avec la chute du communiste Alexandros Alavanos et celle du socialiste Georges Papandréou. En 2011, ce dernier, alors Premier ministre et chef du tout-puissant Pasok, une fois négocié un plan d'aide de l'Europe, avait, sans prévenir, avancé l'idée de convoquer un référendum. Sous la pression des dirigeants européens et des membres de sa formation, l'accommodant Georges Papandréou avait cédé, avant de se mettre en retrait de la vie politique.

Sur cette idée de référendum, le commentaire de Tsipras, à l'époque, avait été implacable : « *Georges Papandréou se trouve dans une situation désespérée. C'est un moyen pour lui de gagner du temps et d'éviter sa chute.* » ■

THIERRY PORTES (Le Figaro)

« Il est évident que le jour d'après, on devra se remettre à parler »

MATTEO RENZI, PREMIER MINISTRE ITALIEN

« Le non, c'est dra(ch)me et nouveaux ennuis »

TAVI ROIVAS, PREMIER MINISTRE ESTONIEN